

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Unité des Procédures Environnementales

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la SCEA de ROUMAGNAC pour l'élevage de poules pondeuses qu'elle exploite sur la commune de Grenade sur Garonne

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-8, R. 181-46, R. 512-47 ;

Vu l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques n°2111 relative à l'activité d'élevage de volailles et n°3660 relative à l'activité d'élevage intensif ;

Vu l'arrêté préfectoral n°77 modifié du 7 juin 2013 portant autorisation d'exploiter un élevage de poules pondeuses sur la commune de Grenade, au bénéfice de l'Earl ROUMAGNAC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15/07/2019 portant autorisation d'exploitation, pour la SCEA de ROUMAGNAC, d'un élevage de poules pondeuses, situé sur la commune de Grenade sur Garonne ;

Vu la prise d'acte du 23/02/2015 de la modification du statut juridique de l'Earl de Roumagnac, devenue SCEA de ROUMAGNAC ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10/10/2019. faisant suite à la visite d'inspection effectuée le 03/10/2019 ;

Considérant que lors de la visite du 03/10/2019, l'inspecteur de l'Environnement a constaté la modification du mode d'élevage des volailles avec un passage d'un mode d'élevage en cages à celui d'élevage en volières sur les 2 bâtiments d'élevages ainsi que la mise en place de trackers (panneaux photovoltaïques) à proximité du site ;

Considérant l'ensemble des modifications notables successivement apportées à l'installation depuis la demande d'autorisation initiale il apparaît nécessaire de réexaminer la notice de réexamen de l'EDD initiale (Étude de Dangers) et l'étude de dangers initiale mise à jour ou révisée selon les conclusions de la notice d'examen ;

Considérant que l'exploitant a été rendu destinataire du rapport de l'inspection des installations classées le 16/10/2019 l'informant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 susvisés, des suites du contrôle et l'informant du délai de 15 jours pour formuler ses observations ;

Considérant que la SCEA de ROUMAGNAC n'a pas transmis d'observation au terme du délai accordé ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la SCEA de Roumagnac de régulariser sa situation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er. – La SCEA de ROUMAGNAC est mise en demeure, pour les faits constatés au 508 chemin de Roumagnac à Grenade sur Garonne (31330), à compter de la notification du présent arrêté et dans un délai de 6 mois, de transmettre au bureau de l'environnement (DDT/ SEEF/ UPE – Cité administrative, BAT. E - Bd A. Duportal – 31074 TOULOUSE cedex) :

- la déclaration de l'ensemble des modifications constatées sur site le 03/10/2019.

Cette déclaration doit faire l'objet d'un porter à connaissance qui détaillera pour chaque modification, les impacts environnementaux induits ou réduits et les moyens de leur maîtrise le cas échéant. Le cas échéant, il doit être accompagné des plans actuels de l'installation et du plan des réseaux enterrés ou canalisés. Il détaille également l'ensemble des rubriques de la nomenclature visées par l'installation ainsi que sa situation pour chacune des rubriques. L'exploitant doit fournir l'ensemble des éléments permettant d'apprécier la substantialité des modifications ;

- une notice de réexamen de l'EDD initiale (Étude de Dangers) ainsi que l'étude de dangers mise à jour ou révisée selon les conclusions de la notice de réexamen.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la SCEA de ROUMAGNAC.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://telerecours.fr>

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur départemental des territoires de Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **21 NOV. 2019**


Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Denis OLAGNON